

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2022-04-20-00010

Arrêté imposant des prescriptions
complémentaires à la SCA SEVEPI pour le site de
Bréval



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

**Société SEVEPI
Avenue Noël DUCHESNE
78980 BREVAL**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1996 autorisant la société COOPÉRATIVE AGRICOLE DES PRODUCTEURS DE CÉRÉALES DE LA RÉGION DE BREVAL (SCAB), à exploiter des stockages d'engrais simples solides à base de nitrate sur la commune de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 janvier 2002 autorisant la société COOPÉRATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SEINE CÉRÉALES à exploiter un séchoir double sous certaines dispositions sur son site de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2003 imposant à la société COOPÉRATIVE AGRICOLE ILE DE FRANCE SEINE CÉRÉALES, pour son activité de stockage d'engrais visée par la rubrique n° 1331, des prescriptions complémentaires visant à renforcer les mesures de prévention précisées par l'instruction ministérielle du 21 janvier 2002 relative à la prévention des accidents majeurs dans les dépôts d'engrais soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1331 ;

VU le récépissé du 24 avril 2006 donnant acte à la société coopérative agricole SEVEPI de sa déclaration de changement de dénomination sociale, pour son site de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 2009 mettant à jour le classement des activités exploitées par la société coopérative agricole SEVEPI, sur son site de Bréval ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013051-0007 du 20 février 2013 imposant à la société coopérative agricole SEVEPI, pour son site de Bréval, des prescriptions complémentaires suite à l'analyse de l'étude de dangers ;

VU l'arrêté préfectoral n°20104141-0005 du 21 mai 2014 imposant à la société coopérative agricole SEVEPI, pour son site de Bréval, des prescriptions complémentaires pour le stockage des engrais solides ;

VU la décision du 1^{er} juin 2016 prenant acte de la modification de classement du site de Bréval suite à la modification de la nomenclature ICPE (rubriques 4xxx) par décret n°2014-285 du 03 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour les substances dangereuses transposant la directive SEVESO 3 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-45336 du 21 mars 2018 imposant à la société coopérative agricole SEVEPI, pour son site de Bréval, des prescriptions complémentaires pour le stockage des produits phytosanitaires et des semences ;

VU la décision n°2019-48441 du 15/01/19, dispensant l'exploitant SEVEPI de réaliser une étude environnementale, en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, pour son nouveau projet de stockage de céréales sur le site de BREVAL ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2020-01-30-002 du 30 janvier 2020 autorisant la SCA SEVEPI à exploiter les installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables sur le site de Bréval ;

VU le porté à connaissance transmis par l'exploitant SCA SEVEPI le 15 mars 2022, relatif aux modifications de volume des cellules de stockage de la SCA SEVEPI sur le site de Bréval ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 mars 2022 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté le 17 mars 2022 à la connaissance du demandeur ;

VU les messages en date du 18 et 23 mars et du 4 avril 2022 par lesquels la SCA SEVEPI émet des observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 17 mars 2022 ;

CONSIDERANT que les mesures imposées à la SCA SEVEPI pour ses installations sises avenue Noël Duchesne sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de modifications permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}:

Les articles 4 et 26 de l'arrêté préfectoral n°78-2020-01-30-002 du 30 janvier 2020 sont abrogés.

ARTICLE 2 :

L'article 2.1 « Caractéristiques des installations » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 décembre 1996 est remplacé par l'article suivant :

« Article 2.1 Caractéristiques des installations »

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant :

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Silos et installation de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable 2 – Autres installations : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m	EUROGRAIN 10 000 m³ ROULIN I 3 000 m³ ROULIN II 9 650 m³ DEMAY 1 550 m³ Sous Total : 24 200 m³ Silo GILLOUAYE (extension) :	2160-2-a	A

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
	<p>Zone « Bio » : 10 cellules métalliques, 6 de 345 t (total 2 760 m³) 4 de 830 t (total 4 428 m³).</p> <p>Zone « Conventionnel » : 16 cellules métalliques, 4 de 860 t (total 4 584 m³), 2 de 1 640 t (total 4 372 m³) 6 de 415 t (total 3 318 m³). 4 de 2 745 t (total 14 640 m³)</p> <p>4 boisseaux de bon grains/grains cassés de 75 t (total 400 m³) 4 boisseaux de 27 t (total 148 m³) 6 boisseaux expédition de 110 t (total 882 m³) 4 boisseaux de 24 t (132 m³) 1 boisseau issues de 135 t (150 m³)</p> <p>Total silo Gillouaye : 35 814 m³</p> <p>Total final : 60 014 m³</p>		
Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.	Quantité totale d'engrais cumulée susceptible d'être présente dans l'installation étant de :	4702-II	NC
<p>II – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ ou de la potasse) qui satisfont aux conditions de l'annexe III-2 (*) du règlement européen et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> – supérieure à 24,5 % en poids, sauf pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % ; – supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium ; – supérieure à 28 % en poids pour les mélanges d'engrais simples à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 %. <p>La quantité totale d'engrais répondant à au</p>	<p>1240 tonnes au total (4702-II et III)</p> <p>sans dépasser 75 tonnes en 4702- II-c</p>	4702-III-b	DC

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
<p>moins un des trois critères I, II ou III susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 tonnes.</p> <p>III – Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.</p> <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b – Supérieure ou égale à 500 tonnes, mais inférieure à 1250 tonnes.</p>			
<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>IV – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).</p> <p>La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 tonnes.</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :</p> <p>1300 Tonnes</p>	4702-IV	DC
<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition.</p> <p>1 – Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b – Supérieure ou égale à 5 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.</p>	<p>La quantité totale cumulée susceptible d'être présente dans l'installation :</p> <p>30 tonnes</p>	4120-1b	DC
<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>1 – Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b – Supérieure ou égale à 5 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.</p>		4130-1b	DC
<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée</p>		4140-1b	DC

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
concluantes. 1 – Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 5 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.			
Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 – Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes.	La quantité totale cumulée susceptible d'être présente dans l'installation : 9 tonnes	4120-2b	DC
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2 – Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes.		4130-2b	DC
Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2 – Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes		4140-2b	DC
Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2 – Supérieure ou égale à 5 tonnes, mais inférieure à 20 tonnes.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 15 tonnes	4150-2	D
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2 – Supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 45 tonnes	4510	DC
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1 – Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 tonne	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 300 Kg	4110-1b	DC
Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au	La quantité totale susceptible	4110-2b	DC

5/11

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2 – Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b – Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	d'être présente dans l'installation étant : 150 Kg		
Engrais liquides, (dépôt de) en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000 litres, lorsque la capacité totale est : 2 - Supérieure à 100 m³ mais inférieure à 500 m³.	Capacité totale est de 320 m³ 2 cuves de 160 m³	2175-2	D
Installations de combustion consommant du gaz butane dont la puissance maximale totale est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	1 séchoir double – séchoir SATIG 8,36 MW	2910-A-2	DC
Liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 60 tonnes	1436	NC
Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60° C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 1 tonne	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 950 Kg	4330	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 40 tonnes	4331	NC
Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 45 tonnes	4511	NC
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2 tonnes	4734-2	NC

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 tonnes.			

A : Autorisation – D=Déclaration – DC=Déclarations avec contrôle périodiques – NC=Non classé

Rubriques loi sur l'eau

Libellé des rubriques	Désignation des installations	Rubrique	Régime
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha : (A) 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : (D)	Surface des installations de Bréval environ 2 ha	2.1.5.0-2	D

D=Déclaration

ARTICLE 3 :

1) L'article 10 « Moyens de protection contre les explosions » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 10 Moyens de protection contre les explosions

a) Événements et surfaces soufflables

Conformément à l'étude de dangers et au dossier d'autorisation de 2019, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Dimension des surfaces soufflables **	Résistances *	Nature des surfaces
Cellules DEMAY	19,63 m ²	300 mbar	Dalle de béton de 12 cm d'épaisseur
Galerie supérieure silo DEMAY	487 m ²	5 mbar	Tuiles
Galerie de reprise silo DEMAY	22,5 m ²	5 à 25 mbar	vitres
Boisseau silo DEMAY	16 m ²	100 mbar	Tôles larmées
Tour de travail silo EUROGRAIN	400 m ²	30 à 50 mbar	Tôles bac acier
Boisseau 5-6 silo EUROGRAIN	20 m ²	100 mbar	Tôles larmées
Séchoir	220 m ²	100 mbar	Tôles acier
Silo GILLOUAYE			

Localisation	Dimension des surfaces soufflables **	Résistances *	Nature des surfaces
Tour manutention Rdc	52 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 1 ^{er} étage	57 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 2 ^{ème} étage	55 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 3 ^{ème} étage	156 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 4 ^{ème} étage	47 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 5 ^{ème} étage	49 m ²	50 mbar	Translucide polycarbonate
Cellule 2745 tonnes	138 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 1640 tonnes	83 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 860 tonnes	63 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 415 tonnes	27 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 830 tonnes	38 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 345 tonnes	15,8 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Demi-boisseaux	3,60 m ²	100 mbar	Évent
Boisseaux expédition 110 tonnes	3,10 m ²	100 mbar	Évent
Boisseaux tampon	1,70 m ²	100 mbar	Évent
Boisseaux mélange	1 m ²	100 mbar	Évent
Boisseaux issues céréales	3,3 m ²	100 mbar	Évent
Galerie supérieure silo GILLOUAYE	315 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Galerie supérieure silo GILLOUAYE	157 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Galerie sous cellules conventionnelles GILLOUAYE	120 m ²	100 mbar	Tôle bac-acier
Galerie sous cellules bio GILLOUAYE	410 m ²	100 mbar	Tôle bac-acier
Hall réception	512 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier
Hall expédition	274 m ²	90 mbar	Tôle bac-acier

* Pression statique d'ouverture

** Surfaces existantes

Les filtres sont équipés d'un évent.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site, au dossier d'autorisation de 2019 et à sa modification de 2022 et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

Les surfaces vitrées sont remplacées par du polycarbonate ou un filmage des surfaces est mis en place.

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers et au dossier d'autorisation de 2019, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Silo	Volume A	Volume B	Nature du découplage	Résistance
ROULIN I	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton + porte métallique	> 100 mbar
ROULIN II (1 ^{ère} partie)	Tout de manutention	Galerie supérieure	Porte métallique	> 100 mbar
ROULIN II (1 ^{ère} partie)	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
Roulin II (2 ^{ème} partie)	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
EUROGRAIN	Tour de manutention	Galerie inférieure	Porte métallique	> 100 mbar
DEMAY	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 3 ^{ème} étage	Galerie supérieure	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention – Fosse élévateur	Galerie inférieure	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention – Fosse élévateur	Galerie liaison silo Roulin	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 2 ^{ème} étage	Hall réception	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 2 ^{ème} étage	Hall expédition	Portes	150 mbar minimum

Cas du découplage des galeries sous-cellules enterrées :

Pour assurer le découplage des galeries enterrées non éventables avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que les dispositions suivantes sont bien mises en application :

- Un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à stopper une explosion.
- L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.
- Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée. »

2) L'article 14 « Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 14 Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement »

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers et au dossier d'autorisation de 2019, le matériel employé est défini comme suit :

Noms	Type
Silo ROULIN I	Sondes thermométriques fixes
Silo ROULIN II	Sondes thermométriques fixes
Silo DEMAY	Sondes thermométriques fixes
Silo EUROGRAIN	Sondes thermométriques fixes
Silo GILLOUAYE	Sondes thermométriques fixes

Pour les silos, le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité. »

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 4.1 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant SCA SEVEPI.

Article 4.2 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>) :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4.3 – Publicité

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bréval où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Bréval dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

Article 4.4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de la commune de Bréval, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 20 avril 2022

Pour le préfet des Yvelines,
et par délégation, la directrice,
pour la directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale



Delphine Dubois